

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA  
PROTECTION DES POPULATIONS

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

Service prévention des risques environnementaux  
N°IC 2004/6840  
MS

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le code du travail et notamment le livre II ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation ou déclaration au titre du livre V du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et orages ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 21 juin 2010, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 avril 1997, modifié le 6 février 2009, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement E.A.R.L MEZELINE et reprise pas la S.A.R.L LE COENT André pour un effectif de 120 000 animaux équivalents répartis sur 3 sites distincts :
  - SAINT GILLES PLIGEAUX "Mezeline": 63 000 poules pondeuses et 19 200 poulettes au sol;
  - SAINT CONNAN "Lescanic": 15 800 poulettes au sol;
  - SAINT GILLES PLIGEAUX "Tanestillo": 22 000 poulettes au sol;

- VU le récépissé de déclaration du 2 mars 2011 au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement **S.A.R.L LE COENT ANDRE** réglementant un élevage avicole de 22 000 animaux équivalents sur le site de « Tanestillo » ;
  - VU le récépissé de déclaration du 22 septembre 2011 au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement **S.A.R.L LE COENT ANDRE** réglementant un élevage avicole de 15 800 animaux équivalents sur le site de « Lescanic » ;
  - VU la demande présentée le 10 décembre 2010, modifiée, par l'installation classée **S.A.R.L. LE COENT André**, sise « Mézeline » en ST GILLES PLIGEAUX, en vue de la restructuration externe (suite à des reprises) d'un élevage avicole autorisé avec une extension de l'atelier de poules pondeuses soit un projet final de 177 383 animaux équivalents sur le site de « Mézeline » en SAINT GILLES PLIGEAUX ainsi que la construction d'un poulailler et l'aménagement de deux autres, l'extension du centre de stockage et de conditionnement des oeufs avec mise à jour du plan d'épandage (rubrique 2170-déclaration de l'unité de transformation des fientes) avec demande de dérogation de distance à moins de 100 mètres des tiers et d'un forage;
  - VU les plans et documents annexés à cette demande ;
  - VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire enquêteur ;
  - VU les délibérations des conseils municipaux de CANIHUEL, SAINT CONNAN, SAINT NICOLAS DU PELEM ;
  - VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
  - VU le rapport favorable de l'Inspecteur des Installations Classées du 14 novembre 2011 ;
  - VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 25 novembre 2011 ;
  - VU l'arrêté préfectoral du 8 février 2012 au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement **S.A.R.L LE COENT ANDRE** autorisant l'exploitation d'un élevage avicole de 177 383 animaux-équivalents sur le site de « Mézeline » en SAINT GILLES PLIGEAUX ;
  - VU le courrier de l'exploitant du 8 mars 2012 demandant la modification de l'arrêté préfectoral du 8 février 2012 et la nouvelle convention d'enlèvement des déjections du 7 mars 2012 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT que l'augmentation de cheptel depuis la dernière enquête publique est de 95 183 poules pondeuses en cages avec séchoir ;
- CONSIDERANT que l'augmentation de cheptel se fait dans le cadre d'une restructuration externe avec reprise et transfert partiel ou total de 9 autres élevages (volailles et porcs);
- CONSIDERANT que l'exploitation produit après projet 74 413 UN et 57 692 UP2O5;
- CONSIDERANT que les charges en N et en P2O5/ha sur le plan d'épandage sont respectivement de 78 et 54.
- CONSIDERANT que la balance globale apports N et P2O5/ les exports de la SDN est de 76 et 99%.
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

## - A R R E T E -

### ARTICLE 1 -

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 8 février 2012, sont modifiées comme suit :

1.1. - La **S.A.R.L LE COENT ANDRE** ci-après dénommée l'éleveur, sise à SAINT GILLES PLIGEAUX au lieu-dit "Mezeline", est autorisée à exploiter à cette adresse (section WV n° 100 - 101 - 109 - 111), à moins de 35 mètres d'un forage, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole de **177 383 animaux-équivalents en présence simultanée répartis comme suit** : 158 183 poules pondeuses (oeufs de consommation en cages avec séchage) et 19 200 poulettes (oeufs conso au sol), sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité annuelle d'azote produite pour les poules à 63 431 unités et pour les poulettes à 3 665 unités par an.

1.2. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

1.3. - Il est donné acte à la SARL LE COENT ANDRE de sa déclaration par laquelle elle fait connaître qu'elle va exploiter également à cette adresse une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 6.51 tonne par jour.

1.4. - Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et supports de culture, l'éleveur devra respecter les prescriptions complémentaires édictées à l'article 3 ci-après.

### ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES BATIMENTS D'ELEVAGE (POULAILLERS ET ANNEXES).

Les dispositions de l'article 2<sup>ème</sup> de l'arrêté préfectoral du 8 février 2012, sont modifiées comme suit :

#### 2.1. Aménagement et exploitation des bâtiments

2.1.1. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.2. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.3. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.4. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.5. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit

veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation;
- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

## 2.2. - Sécurité

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation du poulailler et annexes devront être au minimum d'euro-classe feu de type C.

Les locaux techniques devront être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité de 120 m<sup>3</sup> conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

## **ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES CONCERNANT LA FABRIQUE D'ENGRAIS ET SUPPORTS DE CULTURES**

Les dispositions de l'article 3<sup>ème</sup> de l'arrêté préfectoral du 8 février 2012, sont modifiées comme suit :

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en oeuvre d'un procédé de traitement par pré séchage et maturation des fientes dans un hangar de stockage, l'ensemble étant situé en annexe de son installation.

### 3.1 – Installation

3.1.1. - L'installation permettra de transformer les fientes issues de l'élevage en un engrais organique qui devra répondre à la norme NFU 42 001.

3.1.2. - Les moyens mis en oeuvre sont : gaines de séchage et hangar de maturation.

3.1.3. - Pour la mise en oeuvre du procédé de fabrication, l'exploitant disposera également d'un hangar suffisamment dimensionné et permettant une capacité de production et de stockage d'au moins quatre mois. Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

3.1.4. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées.

3.1.5. - La durée d'entreposage sur le site des fientes sera inférieure à un an.

### 3.2. - Exploitation - entretien

#### 3.2.1. Surveillance de l'exploitation.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

#### 3.2.2. Ventilation des locaux.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

#### 3.2.3. Contrôle et suivi de fabrication.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3.2.3.1. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3.2.3.2. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi de fabrication sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant :

- Les quantités de fientes traitées,
- Les anomalies de procédé relevées ainsi que les mesures palliatives mises en place,
- Les résultats d'analyses physico-chimiques réalisées.

3.2.3.4. Les documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.2.3.5. Toute modification du procédé de fabrication doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

3.2.3.6. Pour les effluents qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

#### 3.2.4 Utilisation de l'engrais organique.

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les engrais organiques doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.



A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants:

Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH<sub>4</sub>, P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>, K<sub>2</sub>O. Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivant : E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, oeufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 3-3.

### 3.3. Gestion des flux - Traçabilité

Une convention est établie avec un prestataire de service, qui assure la mise sur le marché pour 1 948 tonnes de d'engrais organique par an soit 63 399 unités d'azote (Site de Mezeline).

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- les dates de départs,
- les références de lot,
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- les quantités livrées en tonnes,
- le nom du transporteur,
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

#### **ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES AU FORAGE EXISTANT**

Les dispositions de l'article 4<sup>ème</sup> de l'arrêté préfectoral du 8 février 2012, sont modifiées comme suit :

- 4. 1. - L'exploitant est autorisé à utiliser cet ouvrage sous réserve du strict respect des dispositions prévues par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, notamment :
- 4.2. - Un prélèvement d'eau provenant de cet ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées ;
- 4.3. - La protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, concernant les buses et margelles ;
- 4.4. - Les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage ;
- 4.5. - Le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers ; ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires, ) ;
- 4.6 - L'interconnexion avec le réseau public est interdite;
- 4.7 - L'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.
- 4.6- A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des Installations Classées.

#### **ARTICLE 5 - Bilan de fonctionnement**

Les dispositions de l'article 5<sup>ème</sup> de l'arrêté préfectoral du 8 février 2012, sont modifiées comme suit :

L'installation est soumise aux dispositions de l'arrêté du 29 juin 2004 modifié et du 24 décembre 2002 modifié. L'exploitant doit annuellement vérifier les seuils d'émissions des polluants visés dans les annexes des arrêtés ministériels sus-visés, afin de déclarer, en cas de dépassement de ces seuils, les dites émissions générées par son élevage et réaliser un bilan de fonctionnement de fréquence décennal, le prochain devant être transmis au plus tard dans dix années à compter de la date du présent arrêté.

#### **ARTICLE - 6 MTD**

Les dispositions de l'article 6<sup>ème</sup> de l'arrêté préfectoral du 8 février 2012, sont modifiées comme suit :

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

## **ARTICLE 7 – Résorption**

Les dispositions de l'article 7<sup>ème</sup> de l'arrêté préfectoral du 8 février 2012, sont modifiées comme suit :

Les 63 365 unités d'azote qui feront l'objet d'un transfert dans des cantons dont la charge en azote organique est inférieure à 140 unités par ha, seront comptabilisées en résorption..

## **ARTICLE 8 -**

**Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé du 8 février 2012 restent inchangées**

## **ARTICLE 9 -**

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

## **ARTICLE 10 -**

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de SAINT GILLES PLIGEAUX pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de SAINT GILLES PLIGEAUX pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

## **ARTICLE 11 -**

Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).



Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

— par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

— par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

## ARTICLE 12-

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, M. le Sous-Préfet de GUINGAMP, le Maire de SAINT GILLES PLIGEAUX, le Directeur Départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, aux maires de CANIHUEL, KERPERT, SAINT CONNAN, SAINT NICOLAS DU PELEM.

SAINT-BRIEUC, le - 2 AVR. 2012

LE PREFET,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

  
Philippe de Gestas-Lespérour  
